



Observatoire Afrique de l'Est

Enjeux politiques & sécuritaires

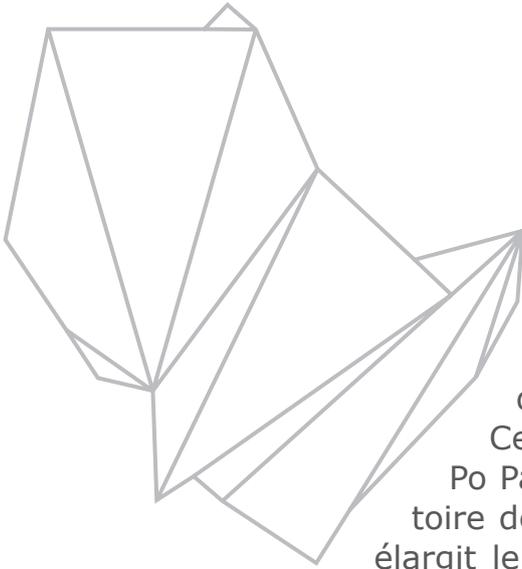
LA RUSSIE ET LA CORNE DE L'AFRIQUE Anachronismes ou nouvelles configurations ?

ROLAND MARCHAL
CHARGÉ DE RECHERCHE CNRS, SCIENCES PO-CERI

NOTE **ACTUALITÉ 4**
FÉVRIER 2019



SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



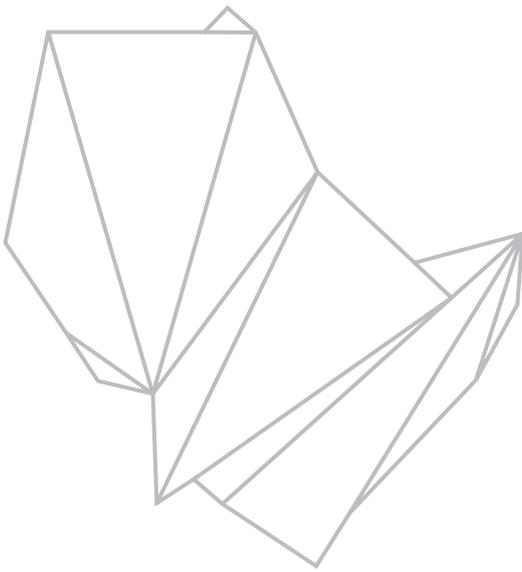
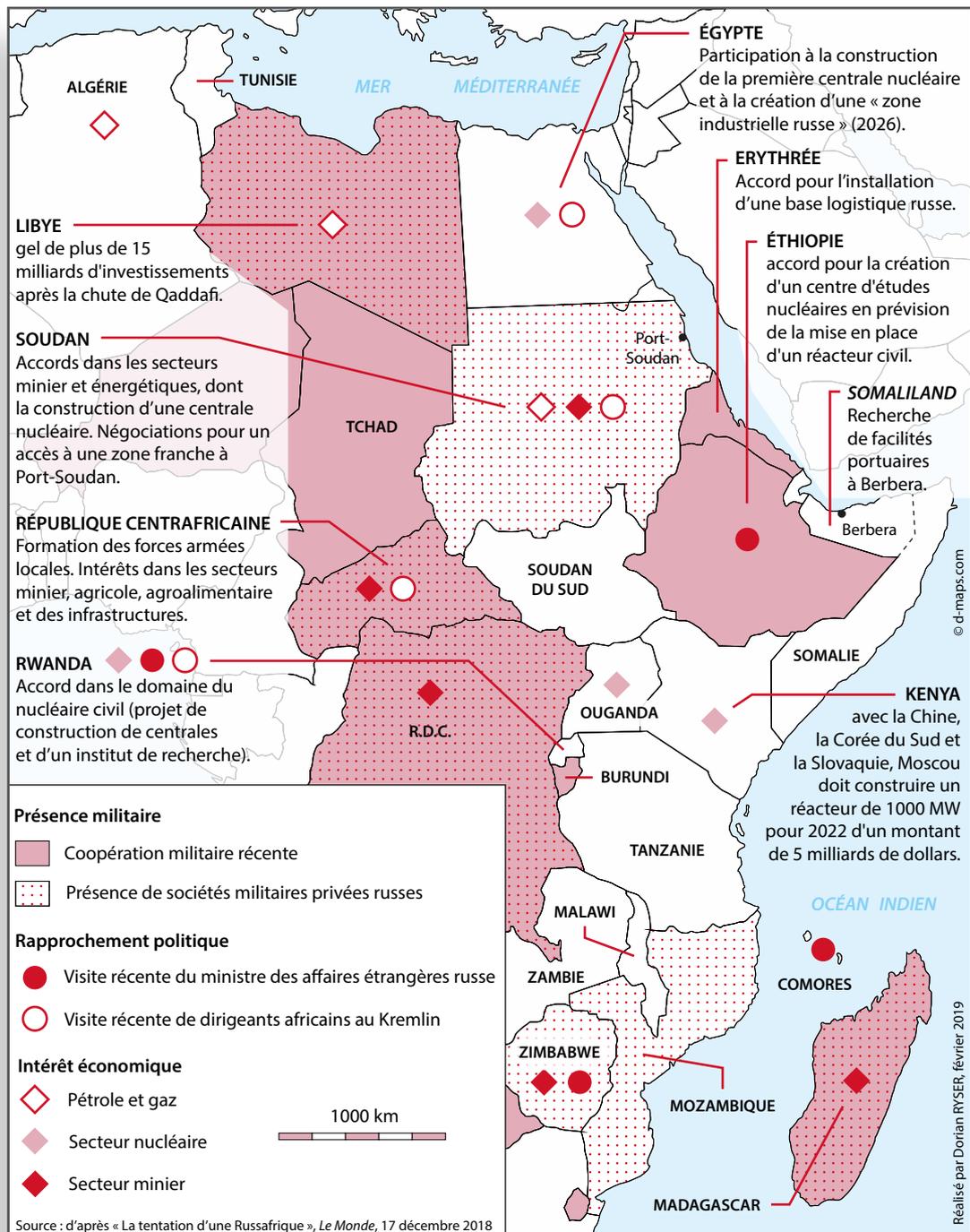
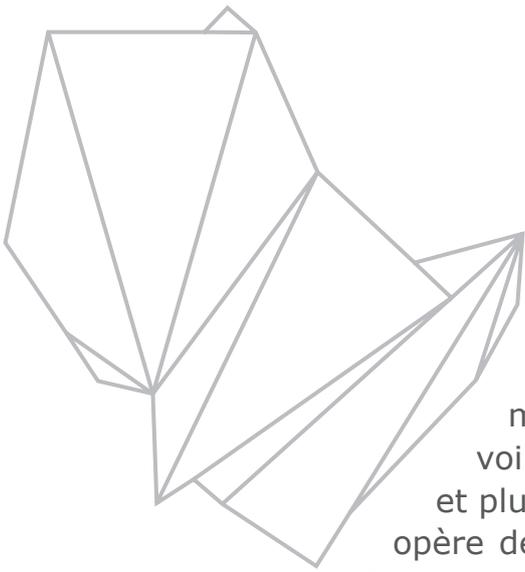


Table des matières

6. INTRODUCTION
8. LA RUSSIE, UNE PUISSANCE ORIGINALE
14. ESQUISSE D'UNE DESCRIPTION DE LA PRÉSENCE RUSSE DANS LA GRANDE CORNE DE L'AFRIQUE
18. CONCLUSION : UN POSITIONNEMENT AFRICAIN MAIS AUSSI PLUS INTERNATIONAL

LA PRÉSENCE RUSSE EN AFRIQUE DE L'EST



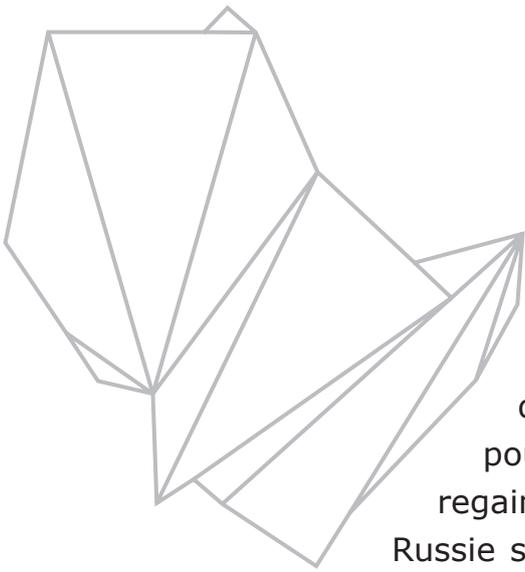


Résumé

L'affirmation d'une ambition russe en Afrique, et notamment en Afrique de l'Est, est devenue manifeste depuis deux ans même si on peut la voir prendre forme dès le milieu des années 2000 et plus nettement encore à partir de 2014. La Russie opère de façon très différente en comparaison avec la Chine ou avec d'autres pays émergents. Elle vend des armes (tout comme l'Union soviétique) et s'intéresse essentiellement aux ressources minières et énergétiques en cultivant sa différence avec les États occidentaux. Elle entend ainsi apparaître comme une puissance globale et non plus régionale, qui en coordination avec la Chine peut fournir une solution alternative au système d'alliances et de normes diplomatiques occidentales.

Abstract

Russia assertiveness in Africa (including in the greater Horn) has grown over the last years, although it was already nascent in the mid-2000s and visible in the aftermath of the Ukrainian crisis in 2014. Russia does not operate like China and other emergent countries. Selling weapons and civilian nuclear technologies and investing in the mineral and energy sectors are the two main economic pillars of its relations with Africa. Meanwhile, Russia also cultivates its political and diplomatic differences with Western states. Moscow intends to appear a global power, not only a regional one, and a possible alternative to the western system of alliances and diplomatic norms by working closely with China in challenging the US and European policies in the region.



Introduction

Il aura fallu l'arrivée en janvier 2018 d'armes et de coopérants civils et militaires russes en RCA pour qu'une plus grande attention se porte sur le regain d'activités diplomatiques et sécuritaires de la Russie sur le continent africain et singulièrement dans la Corne de l'Afrique. Le voyage du ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, en mars 2018 sur le continent africain¹, en plus de la saga centrafricaine, ont conforté l'idée que la Russie, comme la Chine, l'Inde ou la Turquie, (re)prenait pied dans cette région du monde et y bousculait des intérêts bien établis.

Il serait, comme cela est explicité dans l'analyse qui suit, inopportun de penser cette nouvelle donne en regard de la compétition qui existait jusqu'en 1991. Il ne s'agit pas à ce stade d'un nouvel épisode de guerre froide car il n'existe plus de ligne claire de démarcation entre un camp et un autre. Autant la configuration des alliances régionales que la posture des grandes puissances confère à la situation présente une originalité qui oblige à renouveler l'analyse sans s'enfermer dans d'anciennes dichotomies.

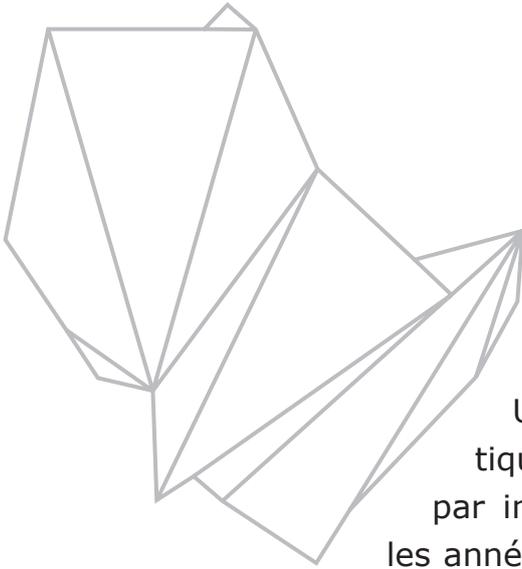
La Russie n'est pas la Chine et elle se distingue de multiples façons des autres économies émergentes. Au-delà de la question importante des échanges, se pose celle des finalités. A la différence d'autres, la Russie se définit comme une puissance globale et tel est d'ailleurs le sens de son « retour » en Afrique, sensible donc non seulement à des impératifs économiques mais également au bassin de votes que représente le continent pour un pays qui, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, peine souvent à y trouver des alliés hormis la Chine et à éviter des sanctions comme c'est le cas depuis 2014.

La Russie étonne également par les formes que revêt sa présence. A l'inverse de la Chine qui a fait pendant plus de deux décennies fonctionner à

1. Zimbabwe, Mozambique, Namibie, Angola et Éthiopie.

plein son *soft power* et a cultivé pendant des années l'image d'un partenariat « infra-politique », la Russie met plutôt en avant son *hard power*, ce qui se traduit par l'importance du commerce d'armement sur le continent et l'existence de niches connexes au nucléaire civil. Le rôle des sociétés de sécurité privées mérite un regard particulier à condition évidemment de le mettre en regard du comportement d'autres acteurs internationaux, à commencer par les États-Unis, qui ont sans doute été une source d'inspiration plus grande qu'il n'est publiquement reconnu.

Dans une première partie, cette note revient sur certains pans originaux de la présence russe dans les pays de la Corne de l'Afrique (la RCA ne fait donc pas l'objet d'un traitement propre), en insistant sur ses spécificités. Dans une seconde partie, cette présence est mise en regard des pays de la grande région. La conclusion met l'accent sur le fait qu'il faut considérer cette nouvelle présence russe dans la Grande Corne de l'Afrique avec sa politique moyen-orientale (notamment vis-à-vis de la Syrie, de l'Iran et des pays du Golfe), tout en remarquant qu'elle vise également à rendre un dialogue - si ce n'est une négociation - indispensable avec les pays de l'Union européenne. Cette présence peut donc durer et se militariser sauf à imaginer une politique occidentale, et en premier lieu américaine, plus en prise avec la région et plus désireuse de réguler des compétitions régionales qui, elles, n'ont mené pour l'heure qu'à une possibilité plus grande de guerre.



La Russie, une puissance originale

Une première remarque s'impose : l'Union soviétique se retrouva dans la Corne de l'Afrique non par imposition mais par invitation, en Somalie dès les années 1960 puis en Éthiopie après la révolution de 1974². La dissolution de l'Union soviétique en 1991 se traduisit par la fermeture de près d'une dizaine d'ambassades et de consulats sur le continent africain. Néanmoins, la fin de la Guerre froide débuta bien avant l'effondrement de la fédération et dès la décennie précédente, l'Union soviétique limita voire arrêta le soutien à ses relais dans le tiers-monde. Pour ce qui concerne l'Afrique, la nouvelle donne n'est donc pas la conséquence mécanique de l'effondrement de l'Union soviétique mais plutôt la suite logique d'une série d'accords régionaux conclus en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique, qui étaient les zones où l'affrontement Est-Ouest avait eu le plus de conséquences³.

Dans la Corne notamment, le désengagement soviétique expliquait la signature d'un accord entre Mohamed Siad Barre et Mengistu Haïle Mariam en 1988 qui induisait une ultime offensive du Mouvement national somalien sur les deux principales villes du Nord-Ouest de la Somalie (Hargeysa et Burco) et, d'une certaine façon, la montée en puissance des factions armées avant l'affrontement dans Mogadiscio en décembre 1990. De la même manière, c'est cette soudaine modération soviétique et le conseil donné par Moscou aux autorités éthiopiennes de trouver une solution politique si la guerre ne pouvait être gagnée qui incitaient les nationalistes érythréens à lancer une grande offensive qui leur permettait de contrôler Massawa (à grand coût) et de regagner tout le terrain perdu depuis 1977 avant la victoire en mai 1991⁴.

2. Radoslav A Yordanov, *The Soviet Union and the Horn of Africa during the Cold War: Between Ideology and Pragmatism*, The Harvard Cold War Studies Book Series, Lexington Books, 2016.

3. Robert G Patman, *The Soviet Union in the Horn of Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990. Jeffrey Lefebvre, *Arms for the Horn: U.S. Security Policy in Ethiopia and Somalia, 1953-1991*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1991.

4. Relire ainsi John Young, *Peasant Revolution in Ethiopia*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

Si la Guerre froide n'existait plus en 1991, la Corne de l'Afrique n'était pas pour autant en paix car certains conflits - hier et aujourd'hui - échappent à cette grille de lecture. L'arrivée au pouvoir des militaires et des islamistes en juin 1989 à Khartoum relançait de fait la guerre au Sud-Soudan et celle-ci se poursuivait suivant de nouvelles modalités. Les accords de paix signés en janvier 2005 et l'accession à l'indépendance en juin 2011 constituaient des moments importants mais les affrontements ont repris depuis lors et il serait prématuré en 2019 de prétendre que la paix s'installe enfin dans le jeune État. Surtout, la crise somalienne dans ses différentes déclinaisons clanique, islamiste et djihadiste, manifestait surtout la transition continue du vieux monde des années 1980 à celui des appels identitaires et transnationaux des années 2000. Le fait que ce pays ait « fixé » les interventionnismes régionaux et internationaux plus même que le Sud-Soudan illustre sans doute la profondeur de sa crise interne et la difficulté de trouver une solution qui recueille un acquiescement régional et international⁵.

La question du retour de la Russie en Afrique ne pouvait se poser avant une relative stabilisation économique qui est obtenue au début des années 2000. Durant cette décennie, l'émergence des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) crédibilise cet intérêt renaissant, même si encore formel, pour le continent africain. En 2006 un premier voyage officiel de haut niveau est organisé en Afrique du Sud. Mais ce n'est qu'à partir de 2014 que cet intérêt prend des formes plus tangibles alors que la politique étrangère russe en Ukraine et l'annexion de la Crimée sont vertement critiquées par les pays occidentaux. En 2017, le Premier ministre russe se rend en Afrique du Sud (premier voyage dans ce pays depuis 1917) et en 2018 c'est l'influent ministre des Affaires étrangères qui parcourt l'Afrique australe et s'arrête également en Éthiopie. C'est à cette occasion qu'il annonce de nouvelles initiatives pour l'année 2019.

La posture russe est essentiellement différente de celle de son imposant voisin, la Chine populaire. En effet, la Russie n'a guère de capacités d'exportation de biens de consommation et, d'une certaine manière, ne peut peser que dans des niches limitées même si lucratives : essentiellement le marché des armes où elle peut vendre des armes simples ainsi que des systèmes

5. Roland Marchal, « L'après Mengistu dans la Corne de l'Afrique ; Une stabilisation impossible ? », *Culture et conflits*, n° 8, 1992.

6. Cette section s'inspire notamment de Eleftheris Vigne, « Présences chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences », *Focus Paper*, n° 37, Institut royal supérieur de défense, juillet 2018 et de sa bonne bibliographie.

plus complexes, mais aussi le nucléaire civil et l'ingénierie pour les grandes infrastructures.

Selon le SIPRI de Stockholm, la Russie est devenue pour la première fois depuis les années 2000 le second exportateur d'armes dans le monde (9,5% du total) loin derrière les États-Unis (57%) mais devant le Royaume-Uni (9%). Cette croissance a été remarquable depuis 2011 et s'est traduite par un grand succès des exportations d'armes complexes (notamment antiaériennes et antimissiles) et des avions de guerre. Cela doit nous rappeler que les exportations d'armement ont été l'un des principaux vecteurs d'influence de l'Union soviétique⁷.

Le nucléaire civil – secteur où la Russie a été un temps alliée à la France – correspond à une spécialisation relativement récente. Avec un carnet de commandes s'élevant à 130 milliards de dollars en 2016, Rosatom est aujourd'hui le leader mondial des exportations de réacteurs et de services liés au nucléaire, devenant le troisième pilier de la diplomatie énergétique russe. L'industrie nucléaire russe s'est mise en place pendant la Seconde Guerre mondiale à des fins militaires. La filière civile se développa par la suite jusqu'à la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Au cours de la première moitié des années 2000, sous l'impulsion de Vladimir Poutine, une réforme de l'industrie nucléaire fut entreprise avec la transformation du ministère de l'Énergie atomique en agence (Rosatom) et une collaboration plus étroite avec le ministère des Affaires étrangères et des Finances. Grâce à son renouveau, la filière nucléaire est ainsi devenue un des fleurons de l'industrie et de la technologie russe à l'export⁸.

On peut ici rappeler les principaux clients africains de la Russie dans ce domaine : l'Algérie et l'Égypte en Afrique du Nord, le Soudan, l'Angola et le Nigeria en Afrique sub-saharienne, les marchés en Afrique du Nord étant sans commune mesure avec ce qui se fait en Afrique sub-saharienne.

La Russie est richement dotée en matières premières énergétiques et en ressources minières à l'inverse de la Chine qui trouve sur le continent africain les matières premières dont elle a besoin pour son modèle de développement économique. Néanmoins près de deux tiers des investissements russes en

7. Lefebvre (1991) *op. cit.*

8. Elsa Régnier, « Le nucléaire civil : un outil d'influence », *Le Courrier de Russie*, 9 avril 2018. Nicolas Mazzucchi, « Nucléaire civil : un enjeu stratégique pour la Russie » in Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie - L'année politique 2018 / Les Études du CERI*, N°241-242, Février 2019, [en ligne, www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].

Afrique se concentrent sur les secteurs énergétique et minier. La principale motivation des opérateurs économiques russes semble être de trouver des gisements moins coûteux à exploiter qu'en Russie même. Cela concerne le pétrole et le gaz mais également certains métaux comme l'uranium, l'or, le cuivre, l'étain et le nickel. Il n'y a pas à ce stade de volonté d'une diversification industrielle ou d'une remontée de filières dans des domaines connexes comme la vente de biens de production (à l'inverse de la Chine qui exporte de façon croissante des machines-outils vers le continent africain).

Même s'il y a une réelle progression du commerce, la Russie n'a pas grand-chose à vendre aujourd'hui et les économistes soulignent sans doute le lien entre la croissance récente des échanges avec les pays africains et les sanctions internationales prises depuis 2014 à l'encontre de Moscou. Mais les chiffres restent ridiculement bas eu égard à ceux de la Chine par exemple (moins de 3,5 milliards de dollars contre près de 200 milliards de dollars pour cette dernière). La Russie ne peut donc être un partenaire commercial significatif, hormis dans le secteur des armes.

Quelles finalités sont visées si ce commerce reste pour l'heure si minime ? On peut ici suivre la plupart des analystes qui voient dans les ventes d'armes russes un point d'entrée pour sa diplomatie et une manière de construire les bases de relations bilatérales plus profondes, en attirant notamment les élites africaines dans son giron. En ce sens, ce qui s'est passé en République centrafricaine depuis le début de 2018 est tout à fait paradigmatique⁹. Comme la Chine, l'Inde et les anciennes puissances coloniales, la Russie tente de renouer avec les cadres africains qui ont été formés dans l'ancienne Union soviétique (à l'université Patrice Lumumba, notamment), même si pendant longtemps ces derniers ont dans la description de leurs années d'études, souligné le racisme dans la vie quotidienne en Union soviétique.

La politique étrangère russe peut avoir de nombreux attraits pour des autocrates africains, surtout s'ils sont en difficulté politiquement au sein de leur régime. La Russie en effet soutient fondamentalement le statut quo (les fameux « régimes légitimes ») et argue de principes de politique étrangère qui, à l'instar de la Chine, promeuvent la non interférence dans les affaires intérieures et la stabilité des régimes. Exit donc les conditionnalités occidentales même si ces dernières sont souvent mises en œuvre avec beaucoup de prudence.

9. Voir l'audition du général Thomas D. Waldhauser, commandant d'AFRICOM, au Sénat américain accessible à https://www.armed-services.senate.gov/hearings/19-02-07-united-states-africa-command-and-united-states-southern-command?fbclid=IwAR00LfJytdJ8kL9hqq9R9PKJuIOuMgjBbZ-HHB8jtCKR_jX9om8z2K2LNdG

Les crises ukrainienne et syrienne, avant même le meurtre de trois journalistes russes en RCA¹⁰, ont mis sur le devant de la scène le rôle dévolu aux sociétés privées de sécurité russes quand bien même ces dernières sont à la limite de la légalité en Russie¹¹. Il est facile d'être bienpensant et de se scandaliser du rôle dévolu ainsi à des acteurs privés dans la politique étrangère de la Russie, offrant une dénégation plausible à des pans entiers d'une politique étrangère qui cultive les aspects sécuritaires¹².

Il faut raison garder. D'une part, la privatisation de la guerre s'est accélérée depuis l'intervention militaire américaine en Irak en 2003 et est devenue une réalité indéniable aujourd'hui dans des conflits aussi différents que l'Afghanistan, le Yémen, la Libye ou la Somalie pour n'en citer que quelques-uns. Il est étrange que le silence règne sur les actions des compagnies de sécurité privées et, plus encore, sur leurs exactions¹³. D'autre part, cette mobilisation de quelques compagnies de sécurité russes souligne la faiblesse de l'ancrage russe dans les États africains : la Turquie, quant à elle, sait recourir à ses hommes d'affaires, à des *joint ventures*, à des bourses d'études et à des organisations non gouvernementales. Pour l'heure, rien de tel en ce qui concerne la Russie, ce qui constitue plus une faiblesse qu'une force. Incidemment, cela incite également à s'interroger sur le rôle de certaines individualités dans l'entourage du Président Poutine¹⁴ et des rivalités à terme entre ces opérateurs publics ou privés comme d'ailleurs entre intérêts publics et privés. Les évolutions de la forme de la présence russe en RCA sont de ce point de vue éclairantes.

10. Voir la contre-enquête menée par des médias proches de Mikhaïl Khodorkovski qui n'a suscité aucune réaction du parquet centrafricain pourtant richement doté par l'Union européenne : <https://meduza.io/en/feature/2019/01/10/investigators-find-evidence-tying-july-s-murder-of-three-russian-journalists-in-africa-to-putin-s-chef>

11. Comme le dit un expert issu de ce milieu, les compagnies russes se préoccupent du but à atteindre pendant que leurs homologues occidentales ont d'abord le souci de définir les règles d'engagement (voir https://feraljundi.com/2019/02/11/industry-talk-russian-pmscs-evolve-and-expand/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+FeralJundi+%28Feral+Jundi%29)

12. Emmanuel Dreyfus, "Private Military companies in Russia: Not so Quiet on the Eastern Front", *Research paper*, n° 63, IRSEM, 17 January 2019. Certains analystes américains pointent ainsi le fait que la Chine apporte l'argent et la Russie le muscle...

13. D'Executive Outcome (qui a servi de modèle à la firme russe Wagner) à Erik Prince (qui a l'oreille de Donald Trump) en passant par Blackwater, Dyns Corps and bien d'autres qui combattent aujourd'hui au Nigeria, en Libye, au Sahel, au Yémen, en Somalie etc., avec des encadrements juridiques plus ou moins acceptables. Lire la récente enquête d'Abigail Fielding-Smith & Crofton Black, "Death and disappearance: Inside the world of privatised war", *The Bureau of Investigative Journalism*, 29 January 2019.

14. On pense évidemment à Evgueni Prigozhin qui est le propriétaire de Wagner et l'un des premiers investisseurs en Afrique mais on pourrait aussi évoquer d'autres personnages moins connus et tout aussi liés au président Poutine comme Petr Fradkov qui gère le Comité de coordination pour la coopération économique avec les pays d'Afrique sub-saharienne depuis le printemps 2018. Son père, Mikhael, a été un chef du FSB avant de devenir Premier ministre.

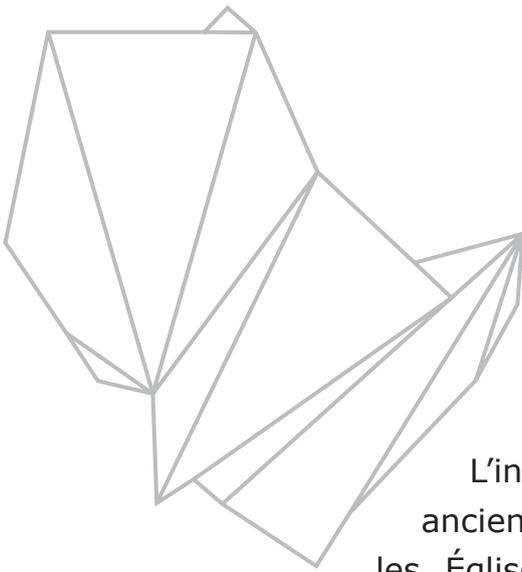
Les dividendes d'une telle posture n'ont d'ailleurs pas tardé puisque lors de l'annexion de la Crimée, la condamnation de cet acte n'a pas reçu l'appui de Djibouti, de l'Érythrée, de l'Éthiopie, du Kenya, de l'Ouganda ni du Soudan du Sud pour l'Afrique de l'Est¹⁵. Attirer les votes africains dans les grands fora internationaux est donc un objectif important de cette politique russe comme cela avait été le cas pour la Chine après la répression sanglante des événements de Tien-an-men en juin 1989.

Il faut aussi souligner qu'en agissant ainsi, la Russie se pose en partenaire obligé des Européens dans la région. En effet, même si les tensions sont fortes en Ukraine, les relations de la Russie avec l'Union européenne ne se limitent pas à ce seul dossier bien évidemment et Moscou, en étant présent dans certains pays, entend s'imposer à la table de débats de la communauté internationale et devenir un partenaire des pays de l'Union européenne pour définir les termes d'une reconstruction ou d'une transition politique. C'est ce qu'elle a fait avec un grand succès en Syrie, puis à un tout autre niveau en République centrafricaine, mais c'est ce qu'elle entend réaliser à terme également au Yémen et sans doute de l'autre côté de la Mer Rouge en Érythrée et au Somaliland si son ambition triomphe.

On ne peut exclure également une volonté de régler ses comptes en « humiliant » certains membres de la communauté internationale ou européenne. La France mesure depuis plus d'un an la capacité russe de mobiliser acteurs politiques locaux, médias nationaux et réseaux sociaux pour agonir la politique et la présence française en RCA¹⁶. Le but est simple : il s'agit de régler des comptes, que ceux-ci concernent le rôle de la France dans le renversement et la mort du Guide libyen (pays où les intérêts russes étaient substantiels avant 2011), ou la politique africaine « néocoloniale » de Paris, une manière très simple et efficace de gagner une popularité à bon compte.

15. On peut imaginer que le Soudan et la Somalie étaient alors trop dépendants aux États-Unis pour avoir marqué un soutien à la Russie.

16. « Médias, ONG... Les relais de Moscou pour torpiller Paris », *La Lettre du Continent*, 27 janvier 2019.



Esquisse d'une description de la présence russe dans la grande Corne de l'Afrique

L'intérêt de la Russie pour la Corne de l'Afrique est ancien, peut-être en partie à cause des liens entre les Églises orthodoxes (érythréenne et éthiopienne), comme le développe Robert Patman dans l'introduction à son livre¹⁷. Mais dans la période la plus contemporaine, ce regain d'intérêt est exprimé pour la première fois en 2009. On ne saurait mésestimer l'intérêt suscité par la grande opération internationale contre la piraterie près des côtes somaliennes. Celle-ci marquait le rôle stratégique de la Mer Rouge dans le commerce international, rôle conforté également par la croissance du commerce entre l'Asie et l'Europe¹⁸.

De plus, la Russie pouvait ne pas se considérer comme un nouveau venu dans cette zone. Sa marine de guerre avait, durant la Guerre froide, profité de facilités à Massawa, Assab et Berbera, sans même mentionner le port d'Aden. La Russie également ne peut être indifférente à cette course pour le contrôle des ports à laquelle on assiste au niveau international au-delà de la Mer Rouge, dans l'Océan Indien ou même en Méditerranée. La crise en Syrie et le rôle joué par les ports de Lattaquié et Tartous dans la logistique de la présence russe ont eux aussi confirmé l'importance d'obtenir des facilités portuaires dans les zones où la Russie ambitionnait d'accroître sa présence¹⁹.

Sans trop de détails et sans doute avec beaucoup d'oublis puisque ce texte se base sur les seules données publiques, on peut tenter la mise en profil suivante.

17. R. Patman (1990) *op. cit.*

18. Do, Quy-Toan. *The pirates of Somalia: ending the threat, rebuilding a nation (English)*, Washington DC, World Bank, 2013. <http://documents.worldbank.org/curated/en/182671468307148284/The-pirates-of-Somalia-ending-the-threat-rebuilding-a-nation>

19. Igor Delanoë, « Ce que la Russie a gagné de son intervention en Syrie » *Orient XXI*, 9 octobre 2018.

Soudan

La présence russe au Soudan est relativement ancienne eu égard aux autres pays de la Corne de l'Afrique. Elle s'est exprimée notamment par des contrats dans le secteur énergétique et minier, notamment la prospection pétrolière dans le off-shore²⁰. Son importance a été confirmée par la visite du Président Omar el-Béchir à Moscou en novembre 2018.

La présence de la société de sécurité Wagner et son rôle dans la formation de troupes soudanaises qui sont intervenues en décembre et janvier pour réprimer un puissant mouvement de contestation urbain à Khartoum et dans plusieurs villes de province a suscité une polémique telle que le ministère russe des Affaires étrangères a dû intervenir dans le débat pour clarifier le rôle des uns et des autres, sans forcément convaincre²¹.

L'un des enjeux de cette coopération est évidemment de savoir si la Russie obtiendra des facilités portuaires et la nature de ces dernières. Moscou avait déjà cherché à s'installer à Djibouti en bonne intelligence avec les Chinois mais s'était heurté à un refus du gouvernement djiboutien. Il est clair qu'une base ou une zone franche à proximité de Port Sudan (Suakin comme la Turquie ?) fournirait plus qu'une alternative et pourrait mécaniquement permettre l'approvisionnement de contingents russes (privés ou étatiques) en Afrique centrale.

Du point de vue de Khartoum, les bonnes relations avec la Russie manifestent plusieurs aspects de sa politique étrangère. D'abord, la Russie n'est pas signataire du traité de Rome pour la CPI et cela évacue un sujet sensible dans le dialogue politique. Ensuite le régime soudanais, pour la violence de la contre-insurrection qu'il mène dans plusieurs régions et la répression des mouvements sociaux, reste en délicatesse avec les grands États occidentaux. La Russie est donc une alternative pour l'acquisition d'armements complexes et de technologies policières.

Enfin, la Russie fait monter les enchères dans les pays occidentaux : la politique d'isolement de Khartoum a vécu mais les capitales européennes (pour ne pas parler des États-Unis) hésitent sur la nature des nouvelles relations.

20. Alyaksey Malyhin, "Putin's chef mines for gold in Sudan. Who is doing it on behalf of Belarus?", *www.tut.by*, 12 December 2018 (traduction via BBC monitoring).

21. Jane Flanagan, "Russian mercenaries help put down Sudan protest", *The Times*, 10 January 2019.

Omar el-Béchir estime que Washington ne peut être crédible car l'histoire des vingt dernières années lui a montré que la diplomatie américaine ne fait qu'ajouter de nouvelles demandes aux demandes existantes pour une normalisation pleine et entière.

Érythrée et Éthiopie

La récente visite d'une délégation érythréenne à Moscou après le déplacement de Sergueï Lavrov à Addis-Abeba en mars 2018 souligne l'importance que Moscou attache à ces deux pays²². Au-delà des contrats d'armement, la Russie aimerait bien mettre un pied en Érythrée²³ d'autant plus utile que le conflit se poursuit au Yémen très proche et que Moscou entend y mener une diplomatie plus active²⁴. Surtout, c'est une manière d'être à proximité de Djibouti et de suivre donc les actes des puissances occidentales qui y sont très bien représentées militairement.

Comme dans les années 1970, mais avec une Érythrée indépendante, la Russie voit dans l'Éthiopie le principal pays à conquérir (elle n'est pas la seule à avoir cette ambition) mais a peu à offrir. C'est sans doute pour cela que la coopération dans le nucléaire civil est aujourd'hui la plus notable même si elle se limite à un centre de recherche.

L'Éthiopie a certes des besoins mais, outre la Chine, ses donateurs traditionnels occidentaux (notamment l'Union européenne, les Etats-Unis et le Royaume Uni, peu amènes sur les ambitions russes) couvrent déjà une grande partie de ses besoins. Le récent passage sous les fourches caudines émiraties et saoudiennes ne doit pas faire illusion : tôt ou tard, l'Éthiopie regagnera l'autonomie qu'elle a dû réduire pour trouver des financements immédiats.

L'Érythrée d'Issayas Afeworki est plus instable dans ses alliances parce qu'elle a besoin de brouiller les cartes devant ses propres alliés et accroître son indépendance : c'est une posture un peu compliquée qui justifie certains retournements de situation. Néanmoins, son inclinaison à octroyer aux Russes des

22. Salem Solomon, "Russia-Eritrea relations grow with planned logistics center", *Voice of America*, 2 September 2018.

23. La référence à Kagnew Station une station d'écoute américaine qui opéra de 1943 à 1977 est sans doute un anachronisme car bien avant les affrontements entre armée éthiopienne et nationalistes érythréens en 1976 et 1977, les militaires américains la jugeaient pratiquement obsolète. Rien de tel concernant les ports érythréens.

24. Samuel Ramani, "Russia's mediating role in southern Yemen", *Carnegie Endowment for International Peace*, 12 October 2018.

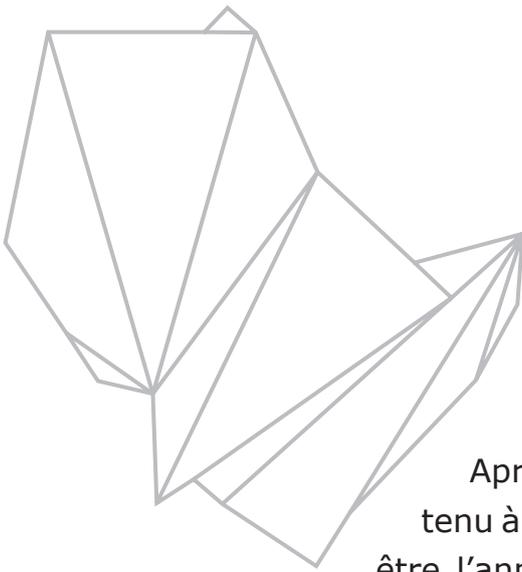
facilités doit prendre en compte la position d'Addis-Abeba et de leurs puissants financiers du Golfe qui eux-mêmes entretiennent des relations très ambiguës avec Moscou. Il n'est pas impossible que l'épisode iranien se renouvelle avec la Russie²⁵ : le plus probable serait alors une présence qui tourne court très rapidement.

Somalie et Somaliland

En annonçant un intérêt russe pour une base au Somaliland qui serait – dit la rumeur somalilandaise – récompensée par la reconnaissance de cette région, les Russes prennent la suite des Émiratis dans les légendes urbaines de cette région : on échangerait base militaire contre reconnaissance internationale sans que les Russes ne se soucient outre mesure des implications d'une telle décision sur ce qui se passe dans sa périphérie...

La posture russe souligne combien elle entend « en être » et, puisqu'elle n'est pas bienvenue à Djibouti, trouver un autre point d'appui dans la région. Il est trop tôt et les informations disponibles peu recoupées pour élaborer sur les implications possibles ou probables d'une présence russe. On voit bien ce que les Somalilandais pourraient en retirer ; on voit moins comment la diplomatie russe pourrait capitaliser sur une décision qui met à mal la souveraineté de la Somalie, quoi qu'on en pense par ailleurs. Les Émirats arabes unis, après quelques fortes déclarations, avaient dû se déjuger devant les protestations de la Ligue arabe. On voit mal Moscou abonder dans le sens d'une confrontation avec des organisations régionales qui ne lui sont pas hostiles.

25. Voir par exemple le décalage entre cette appréciation de la menace et la réalité (puisque'on peut y porter aujourd'hui un regard rétrospectif) : Jeffrey Lefebvre, "Iran in the Horn of Africa: Outflanking U.S. Allies," *Middle East Policy*, XIX, n° 2, Summer 2012.



Conclusion : un positionnement africain mais aussi plus international

Après un premier forum Russie-Afrique qui s'est tenu à Dubaï en novembre 2018, l'année 2019 devrait être l'année de l'Afrique pour la diplomatie russe²⁶. Un grand rassemblement des hommes d'États africains est programmé pour l'été à l'instar de ce que la Chine (mais aussi le Japon et la France) organise. M. Lavrov a annoncé que ce moment inclurait également un forum des affaires et une réunion des organisations de la société civile et du monde non-gouvernemental et que les discussions devraient conduire à des projets communs regardant la jeunesse et la coopération universitaire²⁷.

La grande Corne de l'Afrique ne doit plus simplement s'analyser comme le bassin stratégique de la Mer Rouge. Du fait de l'hostilité de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis au Qatar et à l'Iran, elle fait aujourd'hui partie d'un complexe qui intègre également l'ensemble des pays du Conseil de coopération du Golfe et le Golfe persique²⁸. Un regain de tension dans cette dernière zone aurait des conséquences importantes sur la sécurité en Mer Rouge car le régime iranien ne pourrait accepter de se voir asphyxié sans réagir. La présence militaire russe, outre qu'elle relève de l'affirmation d'un pouvoir global et non plus régional comme ce fut le cas pendant les 20 premières années suivant l'effondrement de l'Union soviétique, se prépare ainsi à peser si une escalade devait se produire dans le détroit d'Ormuz.

De façon générale, les pays de la Grande Corne de l'Afrique considèrent cette avancée russe d'abord comme une manière de dire leurs profondes réserves sur ce qui tient lieu de politique étrangère américaine dans la région. C'est plus un acte de défiance, comme d'ailleurs c'est le cas dans les rapprochements

26. John Burger, "The return of Russia to Africa", *New African*, 12 décembre 2018.

27. Olga Barabanov, « The Ideology of Russia's Return to Africa, and the Zimbabwean President's Visit to Moscow », 18 January 2019, http://valdaiclub.com/a/highlights/the-ideology-of-russia-s-return-to-africa/?sphrase_id=560325

28. Sans évoquer ici les postures américaines et israéliennes.

paradoxaux conçus avec l'Arabie saoudite et les Émirats. On doit douter de la capacité de ces derniers pays à structurer seuls un nouvel ordre régional sans avoir recours tôt ou tard à des alliances plus larges. La Russie joue quant à elle une carte économique qui a sa rationalité propre. Quant à ses ambitions géopolitiques, il lui faut avancer rapidement avant les prochaines élections américaines qui indubitablement apporteront des clarifications sur la politique de Washington dans la grande région.